

6 juin 1944

Le 8 mai 1944, le Général Eisenhower fixe la date du débarquement allié en Normandie au 5 juin suivant. A cause d'une mauvaise météo, l'opération doit être repoussée au lendemain. C'est donc le 6 juin qui deviendra le *Jour J* (*D Day*) dans l'Histoire et qui verra les troupes alliées débarquer sur les côtes normandes.

Un dispositif impressionnant en hommes, bateaux, véhicules, avions se met en place pour un débarquement sur les plages ayant reçu les noms de code Omaha Beach, Utah Beach, Gold Beach, Sword Beach et Juno Beach.

Dès les premières minutes de la journée du 6 juin, les bombardiers américains et britanniques commencent leur mission en lançant des raids aériens sur les cibles ennemies situées sur les côtes normandes. Deux heures plus tard, au-dessus de la péninsule du Cotentin, sont largués plusieurs centaines de parachutistes américains de la 82^{ème} et de la 101^{ème} divisions aéroportées (la 82^{ème} division subit de nombreuses pertes face aux difficultés rencontrées pour libérer Ste-Mère-Eglise). Pendant ce temps, plus de 6000 bâtiments composant l'armada alliée traversent la Manche ; l'opération *Overlord* est lancée.

C'est à 6h30 heures du matin, que les troupes américaines atteignent leurs objectifs : Utah Beach et Omaha Beach. En quelques heures, plus de 30 000 hommes débarquent avec leur équipement et prennent possession de Utah Beach. La tâche est plus difficile à Omaha Beach ; soumis au feu des batteries allemandes, de nombreux soldats américains périssent noyés. C'est grâce au courage et à l'improvisation de ceux qui échappent aux tirs ennemis que 28 000 hommes réussissent à débarquer avant la tombée de la nuit. Pendant ce temps, les Britanniques, les Canadiens et les hommes du 1^{er} bataillon de fusiliers marins français du commando Kieffer s'emparent des secteurs de Gold Beach, Sword Beach et Juno Beach.

Malgré les difficultés considérables rencontrées à Omaha Beach, les Alliés ont pris position sur le continent français au soir du *Jour J*.

Nombreux sont ceux qui manquent à l'appel : pas moins de 2000 soldats américains morts ou portés disparus rien que pour Omaha Beach.

Aujourd'hui en Normandie, au cimetière américain de Colleville, se trouvent les tombes de 9386 soldats américains alors que sur un mémorial sont gravés les noms de 1557 portés disparus (*voir article sur le nouveau Visitor Center en page 2*).

SOMMAIRE

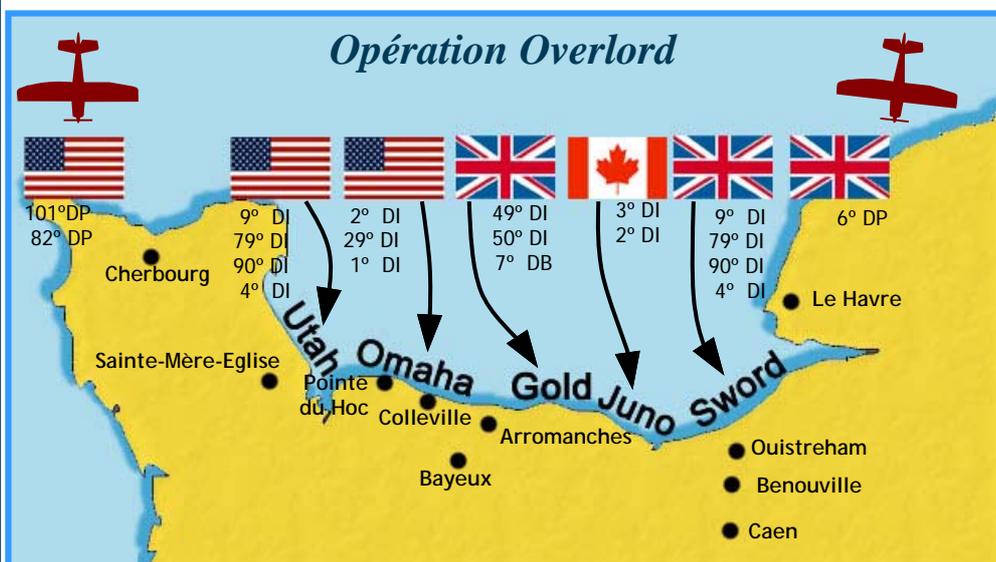
6 juin 1944	1
En Normandie	2
A travers le monde	3
Géographie	4
Focus	5
Culture et société	6
Histoire et traditions	7-8
Zoom	
✓ 60 ^{ème} anniversaire du plan Marshall	

John D. Negroponte à Paris (15-16 mai 2007)



© Amb. U.S. P. Maulavé

A Paris pour participer aux réunions ministérielles de l'OCDE, le Secrétaire d'Etat adjoint, John Negroponte, a également participé à un petit-déjeuner organisé par la French American Foundation. Sa présence dans la capitale française lui a permis d'inaugurer les nouveaux locaux du consulat des Etats-Unis, mieux adaptés aux multiples demandes des ressortissants américains en France et des candidats au voyage aux Etats-Unis ayant besoin d'un visa.



Le nouveau Visitor Center du Cimetière américain de Normandie

Le 6 juin 2007, soixante-trois ans après le *Jour J*, l'ABMC (l'American Battle Monuments Commission) inaugurerait un nouveau Visitor Center au Cimetière américain de Normandie. De tous les cimetières gérés par l'ABMC, celui-ci reçoit le plus grand nombre de visiteurs, soit près d'un million par an. Pour mieux les accueillir, les membres du Congrès américain David Obey et John Murtha suggérèrent, en 2001, d'inclure le financement de ce projet dans le budget octroyé à l'ABMC.

Ce nouveau centre a été conçu comme le complément idéal de la visite du cimetière, et a pour but de mettre en valeur ce dernier. Situé dans une zone boisée du cimetière, à quelques mètres à l'est du Jardin des disparus, le Visitor Center rendra hommage aux valeurs et au sacrifice des acteurs de la Seconde Guerre mondiale en relatant les événements significatifs et déterminants qui se sont déroulés lors de l'Opération *Overlord*. Le centre permettra aux visiteurs de mieux comprendre et de mieux apprécier ses thèmes principaux : la compétence, le courage et le sacrifice de ceux qui participèrent à la réussite de la plus grande opération amphibie jamais conduite ainsi que l'importance de continuer à rendre hommage aux victimes américaines tombées au Champ d'honneur.

En saluant le courage des Américains qui reposent loin de chez eux ainsi que celui des survivants, le Visitor Center permettra aux futures générations de découvrir, de comprendre et de s'inspirer des valeurs que ces hommes et femmes défendirent si vaillamment. La visite du site évoquera en outre un sens du souvenir et de fierté nationale, en permettant aux visiteurs de se pencher sur un moment clé de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, et de mieux se rendre compte à quel point il en changea le cours. A cet effet, un

dispositif novateur a été mis en place : une équipe de guides interprètes accueillera le public et sera en mesure de répondre à toutes ses questions sur l'édifice, les différents éléments des expositions, et bien entendu sur le cimetière, qui demeurera le centre d'intérêt principal de la visite. Le Visitor Center permettra aussi aux visiteurs de mieux connaître la longue histoire de l'ABMC en France.

L'ABMC choisit, en 2003, Smith Group, une compagnie d'architecture et d'ingénierie, pour la conception et la construction de ce centre et Gallagher & Associates pour les expositions à l'intérieur du bâtiment. Conjointement avec leurs représentants français, John Lampros Associates et Pico, ces entreprises ont travaillé sur les idées, concepts et visions qui ont finalement servi de base au projet final. De son côté, l'ABMC a travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales en Normandie dès le lancement du projet. L'équipe franco-américaine ainsi constituée a veillé à ce que le centre s'intègre parfaitement aux plans de rénovation des infrastructures de la région. La première pierre a été posée en septembre 2005.

L'esthétique mesurée du bâtiment de 288 mètres carrés vise à rehausser respectivement le paysage du cimetière et de la côte Normande. La sobriété d'une conception basée sur des géométries simples permet au centre de s'intégrer parfaitement dans un contexte d'une beauté et d'un symbolisme uniques. Tout en transparences, le Visitor Center offrant des installations efficaces et pratiques, vient se fondre dans un environnement à la fois acteur et témoin capital de cette période de l'Histoire. Des façades vitrées ouvrent sur la perspective des plages du Débarquement. Granit, pierre calcaire, béton brut et chêne massif font corps avec la noblesse et la pureté du paysage.

Le bâtiment du nouveau Visitor Center du Cimetière américain en Normandie conçu par le cabinet d'architecture et d'ingénierie américain Smith Group





Historique du G8

Le prochain sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus industrialisés, appelé G8, se tiendra à Heiligendamm, en Allemagne, du 6 au 8 juin, sous la présidence de la Chancelière Angela Merkel.

Destiné, à l'origine, à être un sommet purement économique, le G8 a progressivement ouvert son agenda aux questions politiques, sociales et de sécurité ainsi qu'à celles ayant trait au développement durable, à la santé et à l'environnement. La première rencontre eut lieu à Rambouillet, en 1975, à l'initiative du président Valéry Giscard d'Estaing qui avait jugé important que les dirigeants d'alors se rencontrent de manière informelle pour discuter de la situation mondiale et surtout de la crise pétrolière qui mettait à mal l'économie. Il s'agissait alors d'un G6 qui, outre la France, réunissait les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et l'Italie. A l'issue de cette première réunion, les participants décidèrent d'adopter ce format et de se retrouver dans ce cadre tous les ans. En 1976, à Porto Rico, sept nations étaient présentes à la table des discussions, le Canada ayant rejoint le groupe. Le G7 venait de voir le jour : il deviendra G8 en 1997, quand la Russie décida de devenir membre à part entière du groupe - elle avait été invitée en tant qu'observateur dès le début des années 1990. L'Union Européenne, représentée par le Président de la Commission et le chef d'Etat du pays assumant la présidence de l'Union, sont également présents en tant qu'observateurs.

Chaque année, il revient à un des pays membres d'organiser le sommet. Les Etats-Unis en ont accueillis cinq : Porto Rico en 1976 ; Williamsburg en 1983 ; Houston en 1990 ; Denver en 1997 et Sea Island en 2004. Même nombre pour la France qui, après le premier sommet de Rambouillet, a présidé celui de Versailles en 1982, de Paris en 1989, de Lyon en 1996 et d'Evian en 2003.

Tout au long de l'année précédant le sommet, des représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement (baptisés « sherpas ») assurent la préparation et se retrouvent régulièrement afin de mettre au point l'agenda des thèmes qui seront au menu du G8. Les ministres des Finances et des Affaires étrangères se rencontrent séparément et de façon régulière plusieurs fois par an, suite à une décision prise lors du G8 de Birmingham en 1998.

Outre le fait que ces sommets offrent aux dirigeants une opportunité de se voir en toute décontraction et de nouer des liens personnels, chacune de ces rencontres permet une avancée dans divers domaines. Ce fut le cas en ce qui concerne l'économie et les mesures pour réduire la consommation d'énergie pour les premiers d'entre eux. Ensuite vinrent s'ajouter les questions commerciales, le changement climatique, l'Afghanistan, la lutte contre le trafic de drogue, les relations Est-Ouest après la chute du Mur de Berlin, le conflit en Yougoslavie. Sans oublier la lutte contre le crime organisé, la lutte contre le SIDA, le terrorisme ainsi que le nouveau partenariat avec l'Afrique mis en avant à Denver (1997), la réduction de la dette des pays pauvres, le Kosovo, et bien d'autres questions essentielles. L'année dernière, l'escalade de la violence au Proche-Orient s'imposa à l'ordre du jour du sommet de Saint-Petersbourg.

Au nombre des avancées notables, pour n'en citer que quelques unes, figurent les adaptations importantes adoptées à Halifax (1995) quant au fonctionnement du FMI et de la Banque Mondiale ; l'aide financière substantielle à la lutte contre les maladies infectieuses accordée lors du sommet d'Okinawa (2000) ; le Fonds mondial de lutte contre le VIH/SIDA créé à Gênes (2001), de même que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Cette année, les questions touchant à la mondialisation, au climat, à l'Afrique ainsi que le contrôle des flux financiers mondiaux devraient dominer l'agenda du sommet de Heiligendamm.



De gauche à droite et de haut en bas :

Japon : Premier Ministre Shinzo Abe
Commission Européenne : José Manuel Barroso - Président
Royaume-Uni : Premier Ministre Tony Blair
Etats-Unis : Président George W. Bush
Canada : Premier Ministre Stephen Harper

Allemagne : Chancelière Angela Merkel (présidente de l'Union Européenne pour le premier semestre 2007)
Russie : Président Vladimir Poutine
Italie : Président du Conseil Romano Prodi
France : Président Nicolas Sarkozy

Villes jumelées Toulon/Norfolk

Le jumelage de Toulon avec Norfolk est effectif depuis le 28 mai 1990, suite à une visite officielle à Toulon d'une délégation de la ville de Norfolk conduite par son maire Joseph Leafe. Depuis, les activités communes se sont multipliées. En 1991, quarante étudiants et six enseignants de l'université de Toulon ont effectué un voyage d'études à Norfolk ; au mois de juin, le Centre commercial de Mayol, à Toulon, a organisé une « semaine américaine ». Par la suite, les délégations de Norfolk se sont succédées à Toulon : en avril 1993, c'est au tour du nouveau maire, Mason Andrews, de venir en visite officielle avec plusieurs membres de son équipe ; en 1997, dix-huit personnes du comité américain sont invitées à découvrir la ville et ses environs ; en août 2003, le maire actuel, Paul Fraim, a participé à l'inauguration officielle du « Quai de Norfolk » en plein centre ville.

Ce jumelage très actif se concrétise également par des escales annuelles de vaisseaux de guerre des deux nations dans ces deux grands ports militaires. En 2006, l'association « France États-Unis Toulon » a reçu les marins de sept bâtiments de l'U.S. Navy lors de dîners, réceptions ou soirées dansantes. Chaque année, cette association offre un voyage à Norfolk à cinq étudiants qui sont accueillis dans des familles américaines dont les enfants sont, en échange, reçus à Toulon.



Port de
Norfolk



Toulon : la
Place de la
Liberté

Amérique nous voilà!

Le 20 mai 2007, à Toulon, la Frégate La Fayette a levé l'ancre pour sa première traversée de l'Atlantique, cap vers les États-Unis. Le choix de ce déploiement n'est pas innocent, il se place dans le cadre du 250ème anniversaire de la naissance du marquis de La Fayette, symbole de l'amitié franco-américaine. L'objectif de cette mission, qui va durer deux mois, est l'entretien de l'interopérabilité avec la marine américaine dans le cadre de plusieurs exercices. Le programme prévoit plusieurs escales à la Nouvelle Orléans, Tampa, Savannah et bien sûr à Norfolk.

Arrêt sur l'Etat de Virginie



Superficie: 110 862 km², population (estimation 2005): 7 567 465. L'État fut nommé Virginie en l'honneur de la Reine Elisabeth Ier d'Angleterre connue sous le nom de « reine vierge » de part son célibat. Située au milieu du littoral atlantique, voisin de Washington D.C., à mi-chemin entre New York et la Floride, la Virginie s'étend de la côte aux Blue Ridge Mountains, aux Appalaches et aux monts Allegheny. La capitale de l'État est Richmond mais la ville la plus importante est Norfolk qui abrite la plus grande base navale du monde.

La Virginie fait partie des États participant au Programme de la Baie de Chesapeake, une campagne officiellement lancée en 1983 et qui a permis d'améliorer notablement l'environnement de cet estuaire, le plus vaste et le plus productif des États-Unis, et est à l'origine du *Critical Area Act*, première législation sur l'utilisation des sols. Ce vaste projet a également permis de tirer d'importantes leçons quant à la façon de gérer un système hydrographique complexe.

Son économie très diversifiée va de l'agriculture (tabac, céréales, coton, vin, volaille, huîtres et crabes) aux matières premières (charbon) ou encore l'électronique et au tourisme. En 2006, les exportations traditionnellement les plus importantes de l'État, le charbon et les cigarettes, ont été supplantées par les puces électroniques.

Entre autres surnoms, la Virginie a celui de « Mère des Présidents » car huit présidents des États-Unis sont nés dans cet état dont le premier d'entre eux, George Washington, et Thomas Jefferson.

Vue
aérienne
de l'île de
Gwynn
dans la
baie de
Chesapeake



Lutte contre le terrorisme, la prolifération des armes nucléaires, le blanchiment de capitaux : le recours aux sanctions ponctuelles

Les Etats-Unis ont recours à des sanctions ponctuelles visant à empêcher la prolifération des armes nucléaires, le terrorisme et le blanchiment de capitaux et ils encouragent les autres pays à faire de même, bien qu'il ne soit pas facile de les persuader d'appliquer des mesures de rétorsion d'ordre financier.

Une plus grande coopération avec le secteur privé est également nécessaire pour empêcher les Etats voyous et divers groupes d'avoir accès à des armes dangereuses et à des ressources financières. Actuellement, les Etats-Unis appliquent avec succès des sanctions financières à la Syrie et à l'Iran, afin de les empêcher de poursuivre leurs activités en matière de prolifération. La désignation par l'administration américaine de certains groupes ou personnes comme « proliférateurs », ainsi que des mesures diplomatiques, ont incité un grand nombre de banques et d'établissements financiers à travers le monde à réduire, voire même à mettre fin à leurs relations avec ces « proliférateurs ».

Des représentants de l'administration Bush se sont entretenus avec les dirigeants d'une quarantaine de banques de différents pays au sujet de la menace que l'Iran fait peser sur ces banques et sur le système financier international. Dans certains cas, ils ont fourni des informations concernant le comportement de l'Iran dans le

domaine financier et fait prendre conscience à leurs interlocuteurs des risques qu'ils encouraient sur le plan financier, et celui de leur réputation, s'ils continuaient d'entretenir des relations avec ce pays. L'Iran éprouve déjà des difficultés pour obtenir des crédits à l'exportation de la part de pays comme la France, l'Allemagne et le Japon et pour effectuer des transactions avec de grandes banques.

Certains « proliférateurs » ont été obligés de reconstituer leurs réseaux et de chercher des banques disposées à établir des relations avec eux. C'est pourquoi, il faut rester vigilant afin d'éviter que les groupements qui jouent un rôle en matière de prolifération et qui ont des activités illicites puissent avoir accès à des services financiers n'importe où dans le monde.

Les sanctions ponctuelles permettraient de rendre plus efficace la lutte contre les activités criminelles ou discutables en évitant des conséquences imprévues. Elles sont réservées aux cas de comportements inacceptables et constituent un moyen beaucoup plus efficace d'exercer des pressions sur des gouvernements et sur des réseaux afin qu'ils modifient leur comportement. Il est plus facile d'obtenir le soutien de la communauté internationale pour appliquer des sanctions ponctuelles que pour mettre en place des mesures d'embargo.

Plus de souplesse pour les réfugiés et les demandeurs d'asile aux Etats-Unis

« Nous sommes fermement résolus à faire en sorte que ceux qui méritent le secours de notre système d'immigration l'obtiennent, et que l'Amérique demeure une lueur d'espoir pour ceux qui sont persécutés ». C'est en ces termes que le Secrétaire à la sécurité intérieure, Michael Chertoff, a récemment annoncé que les Etats-Unis font tout pour s'assurer que leurs programmes classiques d'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile ne subissent pas les contrecoups de la lutte contre le terrorisme.

En 2005, quelque 54 000 réfugiés ou demandeurs d'asile se sont installés aux Etats-Unis (plus de 2,6 millions depuis 1975). Mais dans la foulée des attaques terroristes du 11 septembre 2001, le Congrès des Etats-Unis a adopté des lois qui créent des obstacles au programme d'accueil des réfugiés. Le président Bush demande des changements législatifs qui redonneraient à l'exécutif la liberté d'autrefois d'accepter certains dossiers.

Les deux lois ayant affecté les programmes d'accueil - « USA Patriot Act and Real ID Act de 2005 » - reposent sur une définition assez large de ce qu'est « une organisation terroriste ». La définition d'un « soutien matériel » à une organisation terroriste est également large. Il peut aussi bien s'agir de transports ou de communications que de fonds ou « autre avantage matériel ». Or, en vertu de ces lois, les terroristes et ceux qui leur apportent un « soutien matériel » ne peuvent pas entrer aux Etats-Unis. Les lois ne prennent pas en compte la situation de ceux qui ont peut-être fourni un tel soutien sous la contrainte (la Secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, a émis une exemption pour huit des groupes de réfugiés qui auraient, sous la contrainte, fourni un soutien aux terroristes).

Pour le président Bush, il s'agit d'assouplir ces lois et de trouver un juste équilibre entre les besoins légitimes des réfugiés et demandeurs d'asile et les soucis croissants de sécurité.

Cérémonie marquant l'accession à la nationalité américaine à Los Angeles



LA VILLE DE THIAIS ET L'ASSOCIATION "LES AMIS-THIAIS FRANCO-AMÉRICAINES" PRÉSENTENT LE
4^e FESTIVAL DE MUSIQUE FRANCO-AMÉRICAIN
AU THÉÂTRE DE VERDURE DU PARC DE L'EUROPE DE THIAIS
DU 22 AU 24 JUIN 2007 A 21H00



© Illustration IKONEO

4^{ème} Festival de musique franco-américaine de Thiais 22, 23 et 24 juin 2007

C'est dans le cadre agréable du théâtre de verdure du parc de l'Europe que se déroulera la quatrième édition du Festival de musique franco-américaine de Thiais (Val de Marne), présidé depuis sa création par le pianiste virtuose Alan Gampel.

► Vendredi 22 juin (21 heures) : L'Orchestre des Lauréats du Conservatoire de Paris et un grand chœur de collégiens interpréteront un répertoire franco-américain mêlant classique et variété (le chœur de 300 jeunes élèves a été formé en coopération avec le rectorat de Créteil). Ce soir là aura lieu la première exécution française de la symphonie No 1 « Afro-américaine » du compositeur américain William Grant Still (1895-1978).

► Samedi 23 juin (21 heures) : Concert exceptionnel de Dee Dee Bridgewater. La soirée sera consacrée à son dernier album « Red Earth : The Malian Project » dans lequel elle met à jour les rapports intimes de deux mondes musicaux, la fusion naturelle de la musique malienne avec le jazz et sa « forte attirance pour cette terre rouge ».

« L'Afrique, dit-elle, est le berceau de notre civilisation. Elle est notre mère à tous ».

► Dimanche 24 juin (21 heures) : Orchestre de l'Harmonie de la Musique de l'Air sous la direction de Claude Kesmaeker. Cet orchestre regroupe les familles d'instruments à vent et son répertoire comprend de la musique classique, de la musique légère et du jazz symphonique.

Créé à l'instigation d'Alan Gampel dans « le but de faire un festival d'amitié entre la France et l'Amérique », le Festival de musique franco-américaine fut couronné de succès dès sa première édition, en 2004. Pour le maire de Thiais, Richard Dell'Agnola (député du Val de Marne et membre du Groupe d'Amitié France-Etat-Unis à l'Assemblée Nationale), cet événement est « une occasion de sublimer l'amitié franco-américaine, et à travers la musique de rapprocher les cultures et les traditions des uns et des autres ». « L'Amérique est riche de sa diversité, riche d'expérience en matière culturelle » a-t-il déclaré dans une interview à « Echos des U.S.A. » à l'occasion d'une réception à la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis, Craig Stapleton, le 26 avril dernier. « Alan Gampel et moi-même, nous avons souhaité que cette énergie, que cette vitalité soient retraduites en France, nous avons voulu intéresser les Français et les Américains au patrimoine commun et essayer de construire et de consolider l'amitié entre nos deux pays. »

Le 26 avril 2007, l'ambassadeur des Etats-Unis, Craig R. Stapleton, en présence du Maire de Thiais et de Dee Dee Bridgewater qui se produira en concert du 23 Juin.



© Amb. U.S. Paris/Elodie Vasseur

Jimmy Buffet au New Morning, vendredi 8 juin à 20 heures

Jimmy Buffet sera en concert à Paris, au New Morning, le 8 juin prochain à 20 heures, dans le cadre du « Bama Breeze 2007 Tour ».

Né en 1946 dans le Mississippi, Jimmy Buffet est célèbre pour son style de vie et sa musique teintée d'« Island Escapism ». Véritable icône de la musique populaire américaine, il se produit avec son groupe « The Coral Reefer Band », et ses plus grands fans sont connus sous l'appellation de « Parrotheads ». Sa carrière est essentiellement axée sur la musique, bien qu'il ait joué dans plusieurs films et se soit récemment lancé dans la production cinématographique. Egalement auteur de best sellers, il dirige deux chaînes de restaurants baptisées d'après les titres de deux de ses plus grands succès : « Cheeseburger in Paradise » et « Margaritaville ».





1607-2007

Le 400ème anniversaire de Jamestown



Jamestown en Virginie, qui célèbre son 400ème anniversaire par plusieurs mois d'événements et de commémorations diverses (*ci-dessus, pièce de 5 dollars en or émise à cette occasion*), est considérée par de nombreux historiens comme le berceau de la démocratie américaine.

Au début, il s'agissait d'une entreprise commerciale financée par des actionnaires de Londres. Mais celle-ci s'est rapidement transformée en premier laboratoire de gouvernement représentatif du Nouveau Monde. Les colons n'avaient aucune intention de créer une législature telle que nous la connaissons ; en fait, l'Assemblée générale de Virginie vit le jour en 1619 en tant que mécanisme adjoint de gestion pour la Compagnie de Virginie dont le siège était à Londres. Il n'était pas question d'une assemblée calquée sur le modèle d'un parlement mais d'un organe unicaméral regroupant le gouverneur de Virginie, les membres de son conseil et des bourgeois élus. Progressivement, cette entité est devenue bicamérale : d'une part les bourgeois fonctionnant un peu comme la Chambre des communes du Parlement britannique ; d'autre part le conseil consultatif du gouverneur, ou chambre haute, s'inspirant de la Chambre des Lords. Certaines innovations coloniales vont donner un caractère unique à la démocratie américaine, parmi lesquelles l'association de la représentation de certaines régions au nombre d'électeurs. La représentation directe a commencé à s'imposer en Virginie au XVIIème siècle.

Les douze autres colonies qui, avec la Virginie, formeront un jour les Etats-Unis d'Amérique, adoptèrent également le modèle parlementaire virginien dont s'inspira le Congrès continental qui servit d'organe gouvernemental quand les colonies luttèrent pour leur indépendance.



© AP Julia Malakie

Réplique du bateau Goodspeed qui permet aux pionniers d'accoster à Jamestown.

Première colonie anglophone à s'installer en Amérique du Nord, Jamestown fut érigée sur les rives du fleuve James. Située en plein coeur d'une communauté agricole prospère, elle était déjà peuplée de plusieurs milliers de personnes et de quelque trente tribus qui formaient la Confédération Powhatan, les habitants d'une terre qu'ils avaient baptisée « Tsenacommacah », mot algonquin signifiant « territoire densément peuplé ».

Une des histoires les plus célèbres liées à la fondation de Jamestown est liée au rôle joué par Pocahontas qui allait devenir une légende. Aujourd'hui, les Amérindiens, vivant en Virginie parmi les autochtones, veulent saisir l'occasion de ce 400ème anniversaire pour attirer l'attention sur une facette de l'histoire qui diffère des récits à caractère romantiques des relations entre John Smith et Pocahontas.

Fille de Powhatan, le puissant chef de la tribu des Algonquins, Pocahontas vit probablement le capitaine John Smith débarquer à Jamestown avec les autres colons européens. Smith relata plus tard que, capturé par les Algonquins, il fut menacé de mort et que seule l'intervention de Pocahontas lui sauva la vie : certains spécialistes contestent l'exactitude de cette histoire ; d'autres relatent que, malgré son jeune âge, Pocahontas servit d'intermédiaire entre les tribus indiennes et les premiers Européens, qu'elle continua à venir en aide aux nouveaux colons, leur apportant des vivres et leur transmettant des messages de son père. Même si elle mourut jeune, son histoire continue de parler à l'imagination des Américains. Elle est devenue une figure mythique, comme l'attestent les nombreux récits, livres et films inspirés de sa vie, ainsi que les villes, les écoles et un fort de la guerre de Sécession qui portent son nom.

Quatre siècles plus tard, les Amérindiens de Virginie sont fiers de leur identité, de leur patriotisme et du rôle qu'ils ont joué dans la construction du pays, y compris de leur service à la nation dans les forces armées, et de leur participation dans les églises locales. Ils souhaitent que leur valeur soit mieux reconnue.

Illustration de la légende de Pocahontas appartenant à la collection de la bibliothèque du Congrès.



© AP Image/Library of Congress

Dwight D. Eisenhower

Sorti premier de l'Ecole d'Etat-Major de Fort Leavenworth au Kansas (ce qui lui valut une mission à Paris, entre autres récompenses), Dwight D. Eisenhower est remarqué par le Général Marshall qui avait pu l'apprécier quand il l'avait eu sous ses ordres. Il lui confie bientôt l'organisation du débarquement allié en Afrique du Nord. La réussite de cette opération complexe vaut à son auteur la charge de poursuivre l'offensive en Méditerranée sur les côtes italiennes. Ses dons d'organisateur et ses qualités humaines lui permettent de mettre au point la difficile collaboration entre des armées très diverses appartenant aux différents pays alliés, dont un grand nombre ne sont alors représentés que par des gouvernements en exil. Dwight D. Eisenhower est tout désigné pour préparer la plus vaste opération militaire de tous les temps, le débarquement en Normandie. Sa bonne volonté, sa conviction sont si évidentes qu'aucun adversaire ne se dresse

au sein du personnel politique. Son célèbre « OK, let's go » pour lancer l'Opération *Overlord* ouvre une grande page d'histoire sur laquelle s'écrit la chute du 3ème Reich et la victoire des troupes alliées sur le Nazisme.

Né à Denison au Texas en 1890, Dwight D. Eisenhower est le troisième d'une famille de sept garçons. Bon élève et performant

14 Juin 1945 : Dwight D. Eisenhower est décoré de la médaille de Paris par le Général de Gaulle et devient alors Compagnon de la Libération.



© AP image

dans les activités sportives, il entre à l'Académie militaire de West Point d'où il sort, en 1915, avec le grade de Lieutenant. Il s'établit alors au Texas où il rencontre Mamie Geneva Doud, qu'il épouse en 1916.

Au début de sa carrière militaire il sert les plus grands généraux américains, John J. Pershing, Douglas MacArthur et Walter Krueger. Après Pearl Harbor, le Général Marshall l'appelle auprès de lui à Washington avant de le nommer à la tête des forces alliées en Afrique du Nord (1942) et Commandant suprême des forces alliées en Europe (1944). Après la guerre, il devient président de l'Université Columbia, fonction qu'il occupe jusqu'en 1951, avant de prendre le commandement des forces de l'OTAN. Il s'installe alors dans son Quartier Général de Paris où il reste jusqu'en 1952, année électorale aux Etats-Unis. Encouragé par le parti républicain, il décide de se porter candidat à la Maison-Blanche. Sa personnalité et le fa-

meux slogan "I like Ike" séduisent les Américains. Dwight Eisenhower l'emporte dans 38 Etats avec plus de 31 millions de suffrages. C'est une victoire écrasante, qui se répétera en 1956. Compte tenu des fortes tensions entre les blocs américain et soviétique, en pleine Guerre Froide, la politique étrangère prend une place importante au cours des deux mandats du président Eisenhower. Ses efforts diplomatiques et ceux de son Secrétaire d'Etat, John Foster Dulles, conduisent au traité de Panmunjon mettant fin à la longue guerre de Corée en juillet 1953 ; ils aboutissent également à l'ouverture de la Conférence de Genève, en 1955, au cours de laquelle les dirigeants des Etats-Unis, d'URSS, de Grande-Bretagne et de France (les quatre « grands ») abordent les sujets de la course aux armements, de la sécurité en Europe et des relations Est-Ouest. Le dialogue amorcé lors de cette conférence permet une visite de Nikita Khrouchtchev aux Etats-Unis en 1959.

Sur le plan intérieur, le président Eisenhower met tout en oeuvre pour faire respecter la décision de la Cour Suprême de 1954 qui déclare inconstitutionnelle la ségrégation dans les écoles et il applique la même décision aux forces armées. En même temps, il lance un vaste programme social car il ne veut pas de « citoyens de deuxième classe dans la société américaine ».

« Sur ce long chemin de l'histoire qui reste à écrire, dit-il dans son discours d'adieu en janvier 1961, l'Amérique sait que notre monde, toujours plus petit, doit éviter de devenir une redoutable communauté de crainte et de haine et, au contraire, tendre à être une confédération basée sur la confiance et le respect mutuels ».

Ambassade des Etats Unis
en France

<http://france.usembassy.gov>
TEL : 01 43 12 22 22
2 AVENUE GABRIEL
75382 PARIS CEDEX 08

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Lynne Platt

DIRECTEUR DE LA REDACTION
Michèle Carteron
REDACTION

ABMC, Sophie Roy-Sultan, Elodie Vasseur,
France Etats-Unis Toulon, IRC

MAQUETTE
Claire Ormezzano

Impression
Imprimerie - Ambassade des Etats-Unis, Paris

Abonnement par E-Mail
Echos-USA@amb-usa.fr

« Le Plan Marshall : des enseignements pour le 21ème siècle » Symposium à Paris, le 13 juin 2007

« ...It is logical that the United States should do whatever it is able to do to assist in the return of normal economic health in the world, without which there can be no political stability and no assured peace. Our policy is directed not against any country or doctrine but against hunger, poverty, desperation and chaos. »
George C. Marshall, 5 juin 1947

En 1947, le Secrétaire d'Etat américain George C. Marshall a lancé le Plan de Reconstruction de l'Europe, baptisé Plan Marshall, pour aider les pays européens à se reconstruire après la Deuxième Guerre mondiale. Salué comme l'une des initiatives de politique étrangère américaine les plus réussies, ce plan n'a pas seulement permis d'accélérer la reconstruction d'un continent dévasté par la guerre, mais il a aussi contribué à renforcer la coopération internationale et économique entre l'Europe et les Etats-Unis.

Hotel Talleyrand, Place de la Concorde.

Le succès du Plan Marshall fut tel que les dirigeants actuels l'évoquent régulièrement face aux besoins du 21ème siècle. C'est pour cette raison que les missions américaines en France ont voulu marquer la commémoration du 60ème anniversaire du plan en organisant un symposium le 13 juin 2007, dans les locaux du Centre George C. Marshall, à l'Hôtel Talleyrand, qui fut l'adresse des bureaux du Plan Marshall de 1948 à 1951. Ce symposium intitulé « Le Plan Marshall : des enseignements pour le 21ème siècle » est également sponsorisé par la Fondation Marshall, l'université George Washington, l'OCDE et la Fondation Jean Monnet.



Ce symposium abordera les aspects historiques, diplomatiques, économiques et stratégiques du Plan de Reconstruction de l'Europe, un programme qui a permis à l'Europe de sortir de la faim, de la pauvreté, du désespoir, du chaos et des cendres de la Deuxième Guerre mondiale. Il tournera également les pages de soixante années d'Histoire, allant des tous premiers jours du Plan de reconstruction, au Marché Commun, à l'OCDE, à l'Union Européenne et son élargissement à l'Est, preuve que le Plan Marshall n'était pas destiné à la seule Europe de l'Ouest.



Des intellectuels, des responsables politiques, des hommes d'affaires, des étudiants et des représentants des médias dialogueront sur ce thème choisi des enseignements du Plan Marshall pour le 21ème siècle. Ils parleront de l'application de ses enseignements dans les domaines du développement des capacités et des compétences, du développement durable et humain, et du rôle des partenariats public/privé dans les économies de marché émergentes et dans les sociétés démocratiques.

La journée du 13 juin se déroulera en deux sessions plénières. La première sera consacrée à l'Histoire, à la diplomatie et à l'économie. La seconde traitera du développement des capacités et des compétences, du développement durable et humain, des économies de marché émergentes et des sociétés démocratiques. Ce programme se conclura par un déjeuner et un discours-programme du Sous-Secrétaire d'Etat américain pour les affaires politiques, Nicholas Burns.

The Marshall Plan: Rebuilding Europe

<http://usinfo.state.gov/products/pubs/marshallplan/>

Adresse Internet spécialement créée par le département d'Etat pour marquer le 60ème anniversaire du Plan Marshall, ce site permet d'en apprendre plus sur la naissance et la mise en place du Plan de Reconstruction de l'Europe; offre une bibliographie, des extraits de discours ainsi que des photos et des vidéos.

De l'OECE à l'OCDE



14 décembre 1960 au Quai d'Orsay :
signature de la Convention qui allait donner naissance à
l'Organisation de Coopération
et de Développement Économique (OCDE)

Issue du Plan Marshall et de la Conférence des Seize (Conférence de coopération économique européenne), l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE) a été instituée le 16 avril 1948. Son siège a été fixé à Paris, au Château de la Muette.

Dès l'origine, l'OECE (qui comptait 18 participants) était une structure permanente de coopération économique qui se vit assigner des principes bien précis : promouvoir la coopération entre les pays participants et les programmes nationaux de production pour hâter la reconstruction de l'Europe ; intensifier les échanges intraeuropéens en abaissant les droits de douane et autres obstacles au développement des échanges ; étudier la possibilité de créer une union douanière ou une zone de libre-échange ; étudier la possibilité d'une multilatéralisation des paiements ; instaurer les conditions propres à permettre une meilleure utilisation de la main d'œuvre.

Dans la période 1948-49, l'OECE était chargée d'allouer les fonds du Plan Marshall. Mais à l'automne 1949, les Etats-Unis infléchirent leur aide estimant que celle-ci avait essentiellement servi à combler le déficit de la balance dollar des pays européens au détriment de l'intégration économique. Face à ce problème, les Européens mirent au point des mesures destinées à libérer 50% des échanges du secteur privé dans les domaines des denrées alimentaires, des produits manufacturés et des matières premières. A la fin de l'année 1950, 60% des échanges avaient été libérés grâce à l'OECE, 84% en 1955 et 89% en 1959. En septembre 1950 avait été créée l'Union Européenne des paiements (UEP) placée sous les auspices de l'OECE et chargée, entre autres, de lever l'obstacle de l'inconvertibilité des monnaies européennes.

Avec la fin du Plan Marshall et le rôle croissant de l'OTAN, les fonctions de l'OECE furent remises en question. Au mois de septembre 1951, un compromis fut trouvé lors de la Conférence de l'OTAN tenue à Ottawa avec la création d'une commission spéciale (Monnet, Harriman, Plowden) chargée d'étudier la question du développement économique des pays de l'OTAN compte tenu des possibilités économiques européennes de chacun des membres. Il fut alors décidé que l'OECE traiterait de son côté des questions économiques européennes, y compris par rapport à l'OTAN. Une Agence européenne de productivité fut créée sous les auspices de l'OECE en 1952, alors qu'une Agence européenne pour l'énergie nucléaire vit le jour en 1957 ; cette même année, l'OECE servit de cadre à des négociations destinées à déterminer les conditions de la mise en place d'une zone européenne de libre-échange pour réunir le Marché commun des Six et les autres membres de l'OECE sur une base multilatérale. Après la signature des Traités de Rome (CEE et Euratom) le 25 mars 1957, un comité intergouvernemental fut mis en place par le Conseil de l'Organisation, pour poursuivre les négociations.

C'est en septembre 1961 que l'OECE est remplacée par l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). Organisation mondiale, elle compte aujourd'hui 30 pays membres (Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Slovaque, République Tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie).



Château de la Muette, siège de l'OCDE à Paris

« I need not tell you that the world situation is very serious. That must be apparent to all intelligent people. I think one difficulty is that the problem is one of such enormous complexity that the very mass of facts presented to the public by press and radio make it exceedingly difficult for the man in the street to reach a clear appraisal of the situation. Furthermore, the people of this country are distant from the troubled areas of the Earth, and it is hard for them to comprehend the plight and consequent reactions of the long-suffering peoples and the effect of those reactions on their governments in connection with our efforts to promote peace in the world. » George C. Marshall, June 5, 1947